



## DOCUMENTS DE TRAVAIL D'HABITAT III

### 13 - EMPLOI ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE

New York, 31 May 2015





## DOCUMENT DE TRAVAIL SUR L'EMPLOI ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE

### MOTS CLÉS

Emploi, travail, moyens de subsistance, travail décent, productivité, forme urbaine, infrastructure, croissance inclusive

Les municipalités ne seront pas durables si leurs habitants n'ont pas d'emplois décents et productifs nécessaires à leur existence. La création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail sont associées à de nombreux défis. S'il est certain que ces sujets sont très vastes, ce document se limite à cibler des informations clés qui permettront de mieux comprendre la situation et les défis existants dans les zones urbaines, tout en dégagant quelques recommandations pour des actions locales. L'étude approfondie de toutes les facettes de l'emploi et des moyens d'existence ne rentre pas dans le cadre de cette analyse.

### PRINCIPAUX CONCEPTS

- **Un emploi décent** : Un emploi décent résume les aspirations des êtres humains au travail. Cela inclut la possibilité d'exercer un emploi productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu du travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives pour le développement personnel et l'intégration sociale, la liberté d'exprimer ses préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent l'existence de chacun et l'égalité des chances et de traitement pour tous les hommes et femmes.
- **L'inégalité des revenus salariaux entre les hommes et les femmes** : phénomène selon lequel les hommes sont plus payés que les femmes pour un même travail. Les inégalités correspondent à la différence entre les rémunérations une fois supprimées les variables correspondant à l'expérience, à l'enseignement, à la catégorie professionnelle, à l'activité économique, au lieu et à l'intensité du travail.
- **Une croissance inclusive** : Accélérer le rythme de la croissance et élargir la taille des économies, tout en égalisant les règles du jeu pour l'investissement et en augmentant les chances pour tous de trouver un emploi productif.
- **Moyens de subsistance** : Un ensemble d'activités, notamment pour assurer les besoins de première nécessité, réalisées individuellement ou en groupe, en utilisant les compétences des individus et les dotations matérielles. Le concept de moyens de subsistance durable va au-delà des définitions et approches conventionnelles axées sur l'éradication de la pauvreté. L'emploi est nécessaire à la garantie des moyens de subsistance.

### FAITS ET CHIFFRES CLÉS

- L'emploi et un travail décent sont essentiels aux fins d'un développement inclusif et durable. Un plus grand ciblage des zones urbaines en matière d'investissements et de subventions est nécessaire à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité en réponse aux déficits d'emplois décents.
- Dans la plupart des pays, plus de 60 % du PIB provient des activités économiques urbaines, la proportion étant de 80-90 % dans les pays développés. Environ 75 % de la future croissance du PIB devrait provenir des zones urbaines.
- L'inégalité et la pauvreté ont un effet néfaste sur la croissance économique. Les pays en développement qui ont promu l'emploi décent ont rencontré une croissance économique plus rapide ainsi qu'une baisse de la pauvreté. Lorsque la part des salaires et de l'emploi salarié de la population active augmente, la productivité croît également.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> World Bank, Reshaping Economic Geography: World Development Report, (Washington: The World Bank, 2009)

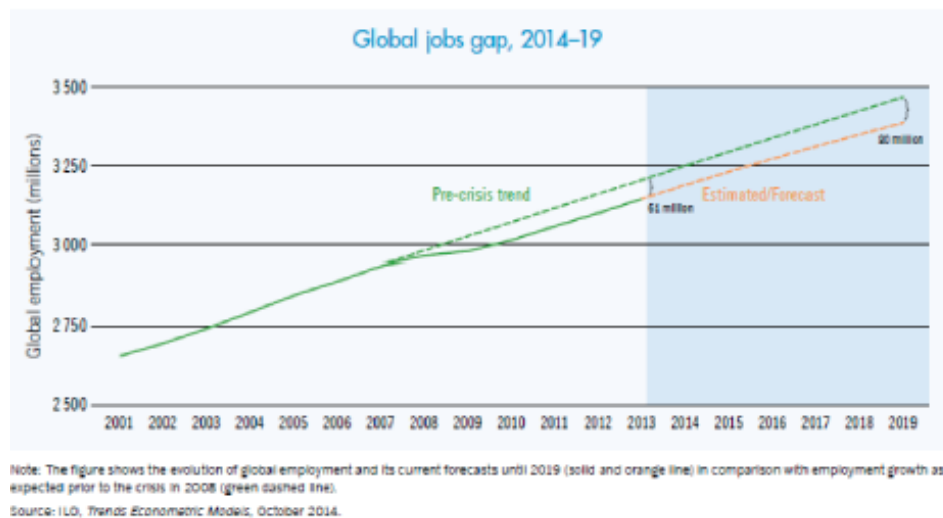


- Le chômage chez les jeunes, à 13 % au niveau mondial, est trois fois supérieur à celui des adultes, les jeunes femmes étant plus touchées que les jeunes hommes.<sup>2</sup> Même s'ils ont un emploi, les jeunes sont souvent confrontés à des salaires inférieurs, au sous-emploi et à des obstacles pour évoluer vers de meilleurs postes.
- Le travail informel représente plus de la moitié des activités non agricoles dans la plupart des régions développées et est souvent une plus grande source d'emploi pour les femmes que pour les hommes.<sup>3</sup> L'emploi informel se caractérise souvent par de piètres conditions de travail et un manque d'accès à la protection sociale (consulter le document sur le Secteur informel).
- Les petites et moyennes entreprises (PME) offrent deux tiers des emplois du secteur formel dans les pays développés et jusqu'à 80 % dans les pays à faible revenu.<sup>4</sup> Les zones urbaines favorisent le regroupement qui permet aux PME de tirer profit des économies d'échelle, d'augmenter leurs investissements et la création d'emplois.

## PROBLEMATIQUE

La création d'emplois est fondamentale pour le développement urbain durable. Bien que l'urbanisation soit reconnue comme une force motrice essentielle, la politique urbaine et les investissements sont souvent faibles ou absents des stratégies de développement nationales et des politiques sectorielles pour la transformation économique. Les politiques économiques nationales ont tendance à cibler l'emploi en général sans le relier directement aux villes et espaces urbains. Cela fut particulièrement vrai avec les plans de relance économique nationaux des pays industrialisés et des pays en développement après la crise mondiale économique de 2008-2009. Sans politiques urbaines nationales ciblées, les possibilités de lier les secteurs industriels au développement urbain resteront sous-exploitées.

Illustration 1 – Déficit d'emplois global



<sup>2</sup> International Labour Organization (ILO), *World of Work Report 2014 Developing with Jobs*, (Geneva: ILO, 2014).

<sup>3</sup> ILO, *World of Work Report 2014 Developing with Jobs*, (Geneva: ILO, 2014).

<sup>4</sup> WIEGO reports



1. **Sans un bon programme, la productivité et la création d'emplois sont limitées.** Les villes sont des moteurs de croissance, mais elles pourraient être encore bien plus productives et efficaces en créant davantage d'emplois et de moyens de subsistance. Les zones urbaines doivent compenser les contraintes issues des déficits en infrastructure, d'une réglementation inefficace et onéreuse, d'autorités locales faibles et du manque de mécanismes appropriés pour le financement à long terme. Les villes devraient planifier la croissance de la population urbaine et les dividendes démographiques afin d'encourager la création d'emplois et le développement du capital social qui intègre les femmes et les jeunes.

Une mauvaise planification, des externalités négatives et une absence de liens entre les investissements privés et publics ont pour résultat un faible effet d'entraînement économique, une basse productivité, des investissements faibles et une création d'emplois lente (voir le tableau 1 sur les emplois). Les activités économiques dans des villes telles que Kuala Lumpur sont ralenties par une réglementation excessive dans le secteur de la construction.

L'efficacité des transports a des conséquences majeures sur la productivité, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et la création d'emplois décents. Bangkok est enlisée dans des problèmes de circulation et perd quatre pour cent de son PIB du fait des embouteillages. Si des travailleurs ont deux heures de trajet dans les deux sens pour aller sur leur lieu de travail dans les régions métropolitaines de Gauteng et Cape Town, en Afrique du Sud, ou à Atlanta, aux États-Unis, ou si les ouvriers mexicains des usines d'assemblage de Juarez doivent utiliser 29 % de leurs revenus dans les transports urbains, le système de transport représente une contrainte significative sur le bien-être et la productivité des employés. Des réseaux de transport mal desservis empêchent également les familles d'envoyer leurs enfants à l'école, avec des trajets longs dans des autobus coûteux, comme à Dakar. Par ailleurs, les pauvres sont souvent contraints de vivre dans des lieux périphériques, avec des frais de transport élevés les désavantageant encore un peu plus.

Si les investissements publics n'aident pas à créer de biens publics, il est difficile de mobiliser et d'attirer des investissements privés. Le rôle actif des investissements publics dans des villes brésiliennes telles que Belo Horizonte et Porto Alegre illustre comment les dépenses publiques peuvent créer un cadre propice aux investissements privés.

2. **Le manque d'investissement dans les infrastructures freine la création d'emplois et le développement des compétences des travailleurs.** Lorsque la création d'emplois est à la traîne dans l'économie formelle, cela reflète des insuffisances en matière d'infrastructures à l'échelle d'une ville. Des études à Bangkok, Jakarta et Lagos, parmi d'autres villes, montrent que les insuffisances en matière d'infrastructures publiques (eau, assainissement, électricité, transport et gestion des déchets solides) sont comblées par des investissements privés au niveau des entreprises, qui y consacrent ainsi de 12 à 35 % de leurs investissements bruts en capital fixe, ce qui équivaut pour ces dernières à une taxe supplémentaire et à la réduction de leurs bénéfices.<sup>5</sup> Lorsque des villes comme Dhaka ou New York n'ont plus d'électricité, leurs industries textiles ou leurs institutions financières ne peuvent pas travailler. Lorsque San Francisco ou Sao Paulo sont confrontées à de graves pénuries d'eau, leurs processus de fabrication sont nettement moins productifs.

L'investissement dans les infrastructures apporte des emplois absolument essentiels, en particulier pour les jeunes, stimule la croissance du secteur privé et promeut le développement économique local. Un milliard de dollars dépensé pour de grands projets d'infrastructures dans des économies avancées a créé environ 28 000 emplois, autant directement

<sup>5</sup> ILO, *Is small still beautiful*. (ILO: Geneva, 2013)

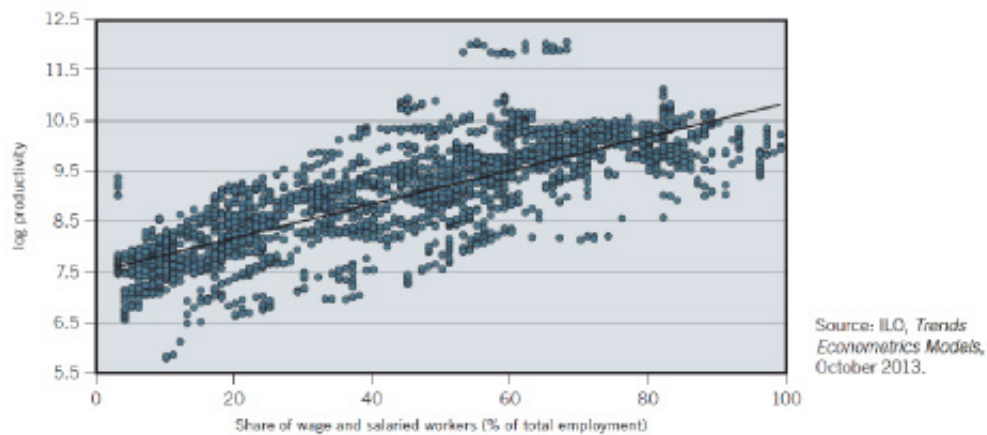


qu'indirectement. Les dépenses en infrastructures dans les pays en développement ont un plus grand effet sur la création d'emplois. Par exemple, 1 milliard de dollars dépensé en infrastructures en Amérique latine peut générer environ 200 000 emplois directs.<sup>6</sup>

Des investissements appropriés dans les infrastructures liant l'urbain au rural en particulier en matière de transport et de communication, sont également des facteurs qui améliorent la productivité rurale et permettent un meilleur accès aux marchés, emplois et services publics dans les deux environnements. Les relations entre les zones urbaines et rurales, associées aux échanges de main d'œuvre et à la division du travail, aux chaînes de valeur et aux transferts de capitaux, ont une influence sur le développement social et économique des deux zones. Il existe une relation positive entre l'adéquation d'une infrastructure qui met en lien les zones urbaines et rurales et une bonne mobilité, un accès à des emplois décents et des moyens de subsistance et, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus.

**3. De piètres conditions de travail ont un effet néfaste sur la croissance économique.** Là où sont les emplois décents sont mis en place, les pays en voie de développement connaissent une croissance économique plus rapide, une productivité plus élevée ainsi qu'une baisse de la pauvreté (voir tableaux 2 et 3). La part de l'économie urbaine dans le PIB déterminera la croissance nationale et les performances de développement dans tous les pays.

Tableau 2 – Part des salaires et de l'emploi salarié dans la productivité



La capacité des économies urbaines à générer des emplois, des excédents et des recettes fiscales afin de financer les dépenses publiques est essentielle à la réalisation de l'ambitieux agenda politique en matière de développement durable pour l'après-2015. Accroître les investissements pour générer des emplois est une priorité essentielle qui doit être prise en compte à tous les niveaux. Favoriser les partenariats privé-public peut étendre les bénéfices des investissements tout en réduisant les obstacles aux lancements de nouvelles activités et à la croissance des entreprises existantes. Des économies urbaines fortes capables de générer des emplois décents pour tous seront nécessaires pour atteindre l'objectif

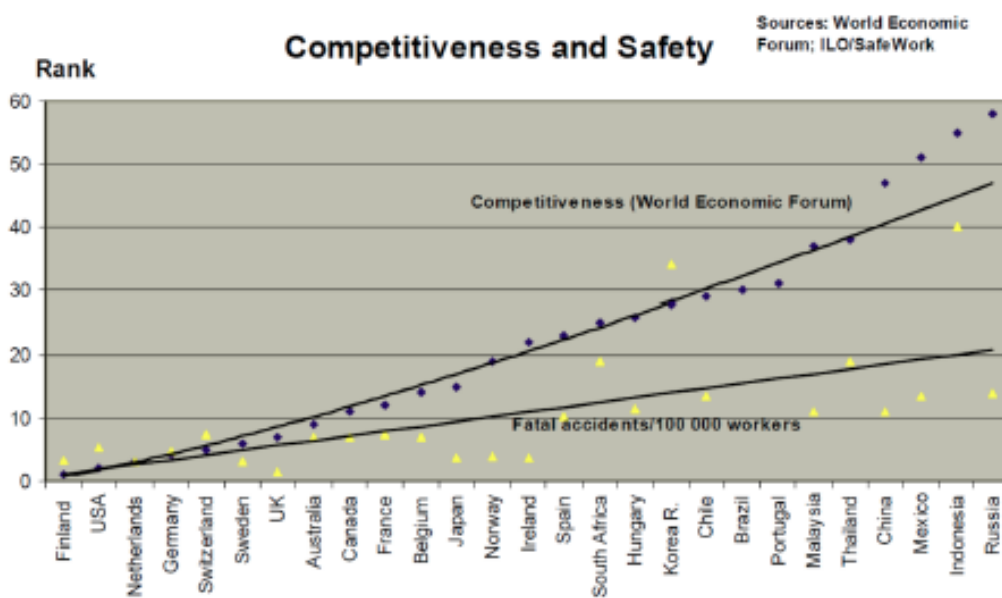
6 A. Anas and K.S. Lee, "Costs of Infrastructure Deficiencies for Manufacturing in Nigerian, Indonesian and Thai Cities", Urban Studies, (November 1999) Vol. 36 no. 12, pp. 2135-2149



8 de développement durable proposé pour une croissance économique inclusive, totale, des emplois productifs et un travail décent pour tous ; ainsi que l'objectif 11 visant à la création d'établissements humains solidaires , sûrs, favorables et durables.

Un haut niveau de chômage et d'emplois informels ainsi que des carences dans le domaine professionnel sont des indicateurs soulignant l'importance de créer des emplois, mais surtout des emplois décents. Les travailleurs pauvres sont souvent soumis à des conditions de travail dangereuses, difficiles et sales. Il est nécessaire d'améliorer les conditions de travail, de fournir une protection sociale, de respecter les droits des travailleurs, et de promouvoir la liberté d'association et un dialogue social pour tous. Les travaux urbains publics peuvent apporter une approche intégrée visant à promouvoir des emplois décents.

Tableau 3 – Compétitivité et sécurité des travailleurs



#### 4. Le manque d'opportunités pour les jeunes et les femmes continue d'entraver l'urbanisation

Les tendances démographiques dans les pays industrialisés ont démontré la prédominance de sociétés urbaines avec des taux de mortalité et de fertilité faibles. De nombreux pays avec des revenus inférieurs sont en phase de transition, avec une population jeune et des proportions élevées de gens âgés entre 15 et 29 ans.

Une population jeune peut être un atout pour le développement économique dans la mesure où la population active croît plus rapidement que la population . Des niveaux élevés de chômage ou de sous-emploi chez les jeunes représentent une perte significative dans la contribution potentielle au PIB, une occasion manquée, avec des villes incapables d'utiliser pleinement l'emploi comme base pour la création et la distribution équitable de richesses.

L'urbanisation a également eu des incidences spécifiques sur les hommes et les femmes, notamment sur l'emploi. Le taux d'activité professionnelle des femmes est inférieur à celui des hommes et elles sont surreprésentées dans les emplois précaires, informels et moins payés. Les obstacles juridiques et réglementaires à la participation des



femmes au marché de l'emploi perdurent et la discrimination ainsi que des attentes traditionnelles peuvent ajouter des barrières supplémentaires. La mobilité sociale relative offre déjà plus de nouvelles chances aux femmes au sein des zones urbaines. Promouvoir l'intégration de l'égalité des chances entre femmes et hommes dans les politiques et les programmes est un facteur essentiel pour le développement urbain et aura un impact significatif. Si la participation à l'emploi et les écarts de revenus entre hommes et femmes étaient des questions résolues, les femmes augmenteraient leurs revenus jusqu'à 76 pour cent, représentant une somme globale d'une valeur de 17 000 milliards de dollars.<sup>7</sup>

### LEVIERS D'ACTION

L'emploi est au cœur de l'urbanisation durable et doit être intégré aux politiques urbaines locales et nationales. Cela signifie :

- Renforcer les collectes de données afin de promouvoir la création d'emplois par une politique fondée sur des éléments concrets, notamment grâce à une meilleure collecte par les observatoires urbains mondiaux, nationaux et locaux. des indicateurs sociaux ventilés selon le lieu géographique, l'âge, le genre,
- Développer de nouvelles formes spatiales pour les villes afin de promouvoir la création d'emplois décents. Des zones urbaines denses et bien desservies, intégrant lieu de travail et de résidence et réduisant les frais de transport, facilitent la création d'emplois.
- Créer un environnement propice à la création d'emplois urbains en investissant dans l'enseignement et les compétences associées à la demande du marché de l'emploi, investir dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et en croissance, notamment dans les logements et les infrastructures ; et promouvoir un environnement professionnel qui encourage l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation.
- Exploiter le dividende démographique urbain est essentiel pour augmenter la productivité et la prospérité dans les villes. Les jeunes ont besoin de pouvoir développer leurs compétences afin de participer d'une manière pleine et effective à l'économie urbaine, et de se trouver dans un environnement enclin à promouvoir l'inclusion économique et l'entrepreneuriat.
- Promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'émancipation des femmes par des mesures politiques efficaces ainsi qu'un accès au développement des compétences et à des services financiers.

### PLATEFORMES ET PROJETS

Un travail décent sur des marchés de produits alimentaires urbains et la coopération directe de ville à ville Durban-Maputo.

- En septembre 2013, une initiative visant à promouvoir la sécurité alimentaire par un emploi décent a été menée à terme avec succès. Des emplois décents et productifs dans le système alimentaire peuvent avoir des effets positifs sur la sécurité alimentaire. L'Organisation internationale du travail (OIT) en partenariat avec les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) se sont concentrés sur un échange entre Maputo, au Mozambique et Durban, en Afrique du sud, avec pour objectif général de promouvoir la sécurité alimentaire en relevant des défis associés au principe d'un travail décent dans le cadre du système alimentaire, et en améliorant les marchés d'alimentation urbains. Parmi les activités, il convient de noter des visites techniques, des échanges de connaissances, des consultations entre pairs et des formations techniques pour des travailleurs du marché et des fonctionnaires locaux.

7 ILO, Global jobs Pact Policy Brief No. 1. Investments in infrastructure: an effective tool to create decent jobs, (ILO: Geneva, 2010)  
8 Actionaid, Close the Gap! The cost of inequality in women's work, (2015) p. 9. [www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/womens\\_rights\\_on-line\\_version\\_2.1.pdf](http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/womens_rights_on-line_version_2.1.pdf) (accessed 27 May 2015)



Projet 16/6 Port-au-Prince, Haïti

- Projet 16 quartiers/6 camps (Projet 16/6). Ce projet a été conçu pour faciliter le retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) vers leur lieu d'origine. Actuellement, on estime que 400 000 personnes vivent toujours dans des tentes dans les environs de Port-au-Prince, suite au séisme dévastateur de magnitude 7 de janvier 2010. Le projet offre aux habitants et aux personnes déplacées des solutions de logement durable. Il aide également à améliorer les conditions de vie par un meilleur accès aux services de base et aux activités qui génèrent des revenus.

Démarrer et améliorer son activité de construction écologique

- La formation « Créer et améliorer son entreprise de construction écologique » est un programme de développement professionnel sectoriel qui vise à soutenir les entreprises établies et nouvellement installées souhaitant s'engager dans le secteur de la construction écologique.

Créer des emplois et améliorer les conditions de travail dans des villes hébergeant des manifestations de grande envergure.

- Héberger des événements de grande ampleur dans les villes du monde entier est une activité fréquente et récurrente : les Jeux olympiques, les coupes du monde et régionales de football, les championnats d'autres sports, les jeux du Commonwealth, les jeux régionaux (panaméricains par exemple), etc. La préparation de ces événements s'accompagne souvent de travaux urbains d'envergure dans les villes hôtes, avec la possibilité de renforcer le potentiel de secteurs économiques directement ou indirectement impliqués. Un grand nombre de villes hôtes, en particulier dans les pays en développement, font face à des problèmes majeurs associés au travail, tels que le chômage, le sous-emploi et des conditions de travail inappropriées. La pauvreté urbaine est intrinsèquement liée à de tels problèmes. L'OIT a mis en œuvre une initiative visant à promouvoir le travail décent dans le cadre de la Coupe du monde de football au Brésil en 2014. Elle a été suivie par au moins huit municipalités qui ont mis en place des « pactes » d'emploi décent. Étant donné l'ampleur et la visibilité de la coupe du monde, les bonnes pratiques laisseront des traces. D'autres activités ont vu le jour lors de la préparation du carnaval au Salvador en 2015 et des Jeux olympiques de Rio en 2016. L'OTI s'attelle également à la création d'un manuel qui pourrait être appliqué à d'autres événements d'envergure dans le monde.

*Les Documents de Travail d'Habitat III ont été rédigés par l'Équipe de Travail des Nations Unies, un groupe constitué d'agences et programmes de l'ONU contribuant conjointement à l'élaboration du Nouveau Programme pour les villes. Les Documents de Travail furent finalisés lors d'ateliers dédiés à l'Équipe de Travail de l'ONU qui ont eu lieu à New York du 26 au 29 Mai 2015.*

*Ce document de travail a été élaboré avec la contribution de UN-Habitat, l'OTI, le PAM, le PNUD et le CBD.*

*La traduction des Documents de Travail en Français a été facilitée par le Gouvernement Français.*